

Les « 5 à 7 » sont des rendez-vous organisés avec un chercheur impliqué par les thématiques que développe Profession Banlieue: une façon de rapprocher les professionnels et les chercheurs autour des questions sociales, urbaines et politiques. Carte blanche est laissée à l'intervenant de faire état d'une étude particulière ou d'apporter un éclairage spécifique sur un sujet abordé par ses travaux de recherche. □

Jean-Marie Delarue a été délégué interministériel à la ville et au développement social urbain de 1991 à 1994. Il est depuis cette date conseiller d'État et a été de 1997 à 2001 directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur.

Il est l'auteur, entre autres, de :

- *Traité du social*, Dalloz, 1988.
- *Banlieues en difficulté: la relégation*, Syros Alternatives, 1991.
- *La République sociale*, Calmann-Lévy, 1997.
- *L'Immigration, défis et richesses*, Éditions du Centurion, 1998. □

*Texte établi, après retranscription, par Elsa Micouraud, Profession Banlieue
Maquette Claire Péraro – Édité en avril 2004*



PROFESSION BANLIEUE

15, RUE CATULIENNE – 93200 SAINT-DENIS
TÉL. : 01 48 09 26 36 – FAX: 01 48 20 73 88
PROFESSION.BANLIEUE@WANADOO.FR
WWW.PROFESSIONBANLIEUE.ORG

PROFESSION
BANLIEUE

les « 5 à 7 »

n° 9

LA POLITIQUE DE LA VILLE, UNE PARTITION INACHEVÉE

JEAN-MARIE DELARUE

27 NOVEMBRE 2003

Le titre de cette intervention est le fruit d'une réflexion conjointe avec Bénédicte Madelin. Nous aimons tous les deux la musique et beaucoup de chefs d'œuvre restent inachevés. La politique de la ville n'est peut-être pas un chef d'œuvre; mais, assurément, certains de ses éléments restent inachevés.

A l'occasion des 10 ans de Profession Banlieue, il me semble primordial de rappeler combien l'existence des centres de ressources compte dans la politique de la ville. Lorsque j'étais délégué interministériel à la ville, j'ai œuvré pour l'existence de tels centres et ce pour trois raisons.

La première est qu'être acteur de la politique de la ville n'est pas une sinécure : beaucoup de personnes m'ont signifié leur fatigue physique, morale, leur désespoir d'être isolées, leur incompréhension de ce qu'elles vivaient quotidiennement. Il me semble alors que ces centres de ressources doivent être d'abord un lieu d'échange et un lieu de partage d'expériences. La deuxième vertu de ces centres est d'être des lieux de connaissance : entre la seule bonne volonté et le fétichisme du chiffre, il faut accumuler un savoir fait de présences longues, d'observations méthodiques et de réelles compétences pour connaître ce qui se passe dans les cités et pour y porter remède. Enfin, la troisième est d'être des lieux de mémoire : au fur et à mesure que les acteurs passent, il est important de ne pas recommencer à partir de zéro et de ne pas faire comme si l'on découvrait le monde pour la première fois.

Je vais maintenant développer ma perception de la politique de la ville sous quatre aspects différents. D'abord en

essayant de porter un diagnostic social sur les cités puis en abordant la méthode de la politique de la ville, son contenu et ses résultats.

LE DIAGNOSTIC SOCIAL

Lors d'une visite auprès d'un conseiller d'un Premier ministre qui s'occupait de ces questions, celui-ci me dit d'emblée : « Passons tout de suite aux solutions, parce que le diagnostic, nous le connaissons. » C'est exactement la tentation que nous avons tous de passer tout de suite aux solutions sans mesurer quelle est la situation des habitants des cités. En accordant plus d'attention au diagnostic, les chances de conduire des actions qui répondent aux situations seraient plus nombreuses. C'est un devoir de nous rappeler qu'il n'y a pas de politique de la ville sans qu'un premier regard, une première parole ne soit pour ceux qui y habitent et pour ceux qui ont à nous parler.

Tout d'abord, concernant la diversité des quartiers, il me semble que ces derniers sont victimes aujourd'hui de la force des images qui leur collent à la peau alors que la réalité ne révèle que des histoires et des géographies différentes, des humains, des hommes, des femmes... ayant chacun et chacune leur personnalité. Ce ne sont peut-être que des banalités, mais nous ne faisons pas assez attention au fait que la rue

Murillo n'est pas la même que la rue Goya, que le quartier des Musiciens n'est pas le même que le quartier des Peintres et que, en deçà du boulevard Thiers, ce n'est pas la même chose qu'au-delà. Et ces différences qui se vivent dans un quartier sont encore plus fortes d'un quartier à un autre. Un quartier de Roubaix, ce n'est pas la même chose que les quartiers nord de Marseille. La réduction des cités à quelques clichés qui sont toujours les mêmes constitue une première violence à l'attention de ceux qui les habitent, de les considérer comme interchangeables ou comme passe-partout. Heureusement, les quartiers ne se réduisent pas à ces quelques clichés-là et il faut saluer leur diversité et en tenir compte.

Le deuxième facteur intéressant à considérer en guise de diagnostic est qu'il n'est mis en œuvre qu'une seule politique de la ville pour ces quartiers. Qu'est-ce qui mérite l'unité de traitement de ces quartiers ? Ils sont le lieu concentré – et caricatural – de la fin de l'industrie et de la prolifération des « bas services ». Il y a quelques siècles, on parlait du bas clergé. Les « bas services » sont les services à la personne, aux entreprises, qui sont le fait de travailleurs non qualifiés et destinés à le rester pendant longtemps. Dans ces quartiers existent et le chômage et les emplois précaires. Ce sont à la fois les prolétaires amers d'avoir été licenciés et ces jeunes gens ou ces femmes obli-

gés, dans des conditions acrobatiques, d'avoir des vies impossibles pour tenir des emplois également impossibles.

Dans aucun autre territoire de notre pays on ne rencontre cette double violence, cette double difficulté. C'est ce qui explique que ces quartiers doivent être considérés ensemble parce qu'il existe là un problème social qui dépasse chacun d'entre eux, qui est commun à chacun d'entre eux, même si les réactions qui s'ensuivent sont différentes.

Enfin, le troisième point à propos de ces quartiers est que, de la situation évoquée ci-dessus, se déduit une tension sociale d'un classicisme absolu. Tout ce que l'on voit depuis trente ans en fait de résignation, de souffrance, de solitude, de violence, nous l'avons vu dix fois dans notre histoire, dans d'autres territoires et sous d'autres formes. Cela se mâtime évidemment de phénomènes contemporains, mais la réaction sociale qui est en un sens rassurante est d'une grande banalité. Pour jouer aux prophètes, on pourrait considérer que, tant que les questions liées à l'économie et à la société ne seront pas réglées, les violences, les angoisses et la misère individuelle s'aggraveront.

La question des cités est donc celle d'un conflit social classique, mais avec des formes nouvelles.

LA MÉTHODE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

C'est un mérite de la France que d'avoir été le premier pays à mettre en œuvre une politique baptisée « politique de la ville », avec toutes les ambiguïtés que revêt ce terme... Cette naissance est le fruit de la réflexion des administrations centrales, du ministère de l'Équipement, de celui des Affaires sociales, d'Habitat et Vie sociale, et des organismes HLM... mais également celui du renouvellement des années 1980 et de l'arrivée concomitante dans l'espace politique d'un certain nombre d'esprits éclairés comme ceux d'Hubert Dubedout, de Gilbert Bonnemaison et de Bertrand Schwartz.

Elle fait également suite aux émotions et aux émeutes urbaines qui ont commencé de manière très visible aux Minguettes pendant l'été 1981, et au travail entrepris dans les quartiers comme celui de l'Alma-Gare à Roubaix.

La politique de la ville se décline d'abord dans un **espace** qui a été long à définir. Elle s'est concentrée dans les quartiers, dans les cités inscrites au cœur des villes ou à la périphérie. Comme il fallait remédier immédiatement aux difficultés les plus criantes, elle s'est mise en place à cette échelle géographique. Or c'est une erreur profonde: aucune politique de la ville intéressante ne peut se faire sans intégrer

les données du conflit social évoquées ci-dessus, autrement dit sans intégrer la relation sociale qui peut exister entre une cité et son environnement. On ne comprend rien à la ville, par exemple, si l'on ne voit pas que les parents chanceux ou ceux qui savent s'arranger décrochent des dérogations pour que leurs enfants aillent dans le collège de leur choix et que le collège de la cité reste pour ceux qui n'ont pas choisi... Plus généralement, on ne comprend rien à la ville si le jeu de ce qui se passe autour de la conquête des services publics n'est pas intégré!

Enfermer un quartier dans ses quatre murs est donc quelque chose contre lequel il a fallu, au bout d'un certain nombre d'années, lutter, pour que l'on puisse prendre en compte les multiples liens géographiques d'une vie quotidienne. Bien sûr qu'il existe des problèmes dans les quartiers, mais les questions de santé, par exemple, ne se résument pas au quartier. Les questions de transports et de réseaux en général non plus! Il faut donc agréger en réalité un espace multiforme et avoir le sens de ces multiples liens sociaux qui définissent une ville pour définir la géographie efficace.

À partir du début des années 1990, la politique de la ville s'est orientée vers l'échelle de l'agglomération et cette orientation s'est trouvée facilitée par une loi votée à l'instigation de Jean-

Pierre Chevènement en juillet 1999¹ qui a permis de créer des liens stables pour l'intercommunalité d'agglomérations. C'est peut-être un bon niveau de départ, mais il faut prendre garde à ne pas s'y laisser enfermer et essayer de trouver des forces institutionnelles qui soutiennent cet espace.

La politique de la ville, c'est un espace mais c'est aussi un **temps**. Le temps de la politique de la ville est trop souvent de très court terme. Sous prétexte d'urgence, des programmes sont lancés rapidement sans réelle préoccupation de leur application après coup.

Par ailleurs, le long terme est-il souvent pris en compte dans les délibérations des pouvoirs publics? Quel peut être l'effet d'une mesure prise à vingt, quinze ou dix ans? Ce sont des questions qui sont rarement posées parmi ceux qui décident! Et pourtant, cette durée est à l'échelle d'une vie. Si la population nous fait autant de reproches, c'est qu'elle a l'impression d'attendre depuis longtemps et que la mesure du court terme se plaque sur une attente qui dure depuis dix ans ou même davantage! À ses yeux, rien de tangible n'a bougé! Et le mariage entre cette attente si longue et ces mesures d'urgence a quelque chose de dérisoire!

Le temps de la ville, c'est aussi le temps des contrats: cinq ans, six ans. Il est nécessaire de rebattre les cartes périodiquement, mais ces contrats peuvent aussi être une perte de temps si l'on perd six mois ou un an en concilia-bules de toute nature avant de les signer. Le temps est un peu comme l'espace: c'est une subtilité, c'est tenir compte de l'état d'esprit exigeant dans lequel se trouvent ceux qui nous attendent, mais, en même temps, c'est se projeter et les projeter avec nous dans un long terme absolument résolu.

La politique de la ville, c'est un espace, un temps mais aussi un **nombre**. C'est le nombre de quartiers déclarés éligibles à la politique de la ville. En 1983, il y en avait moins de 50. En 1993, il y en avait 350 et, en 2003, on dénombrait 751 zones urbaines sensibles (ZUS). Si l'on jugeait la réussite de la politique de la ville à la réduction du nombre de quartiers éligibles, il y aurait de quoi s'inquiéter! Cette augmentation révèle la prise en compte salutaire d'un certain nombre de difficultés, mais a-t-on eu le doigté et le flair nécessaires dans ces choix? Il faut réfléchir à ce nombre: 751. Il ne revêt certainement pas une vérité sociale; mais la question de savoir à combien de quartiers il faut fixer la politique de

1. Loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale.

la ville est complexe. Il faut faire preuve de sélectivité intelligente.

La politique de la ville est aussi une coalition entre des gens très divers mais essentiellement entre les élus et l'État. C'est une coïncidence qu'elle se soit mise en place au même moment que la décentralisation. Si, sur certains territoires, État et élus travaillent main dans la main, il en existe d'autres où ils marchent poings contre poings et les acteurs de la politique de la ville se retrouvent alors entre les deux parties. La conscience qu'ont les élus et les représentants locaux et nationaux de l'État de cette politique de la ville est cruciale. Celle qu'ils peuvent avoir de la nécessité de travailler en commun ne l'est pas moins. Dès qu'il y a un dysfonctionnement, l'effet se fait aussitôt sentir et les petits ratés entre les élus et l'État induisent des difficultés qui coûtent cher.

La politique de la ville, en l'abordant du côté de l'État, a eu singulièrement dans son histoire deux visages distincts. Elle hésite toujours un peu entre le militant solitaire et l'orchestre cacophonique. Le militant solitaire, c'est lorsque l'accent politique mis sur la politique de la ville est relâché. Les institutions qui en ont la charge se sentent alors seules et les recommandations qu'elles peuvent faire risquent de se perdre dans les sables des autres administrations qui sont chargées de les appliquer. L'orchestre cacophonique, c'est

au contraire lorsqu'il y a un accent politique fort, donné notamment par un Premier ministre. Tous les ministres s'en saisissent, mais chacun pour eux-mêmes, en faisant leur propre politique de la ville, avec les discordances que cela implique sur le terrain.

Pour terminer sur la méthode, il serait intéressant de réfléchir au fait que l'on s'accorde assez volontiers pour dire que la politique de la ville fait consensus et qu'elle est consensuelle. Pourtant, qu'elle soit un peu contradictoire, que des enjeux soient posés sur la table, que chacun ait l'occasion de réagir, amèneraient à des débats multiples et à des vérités plus solides.

LE CONTENU DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

L'intention de la politique de la ville, ses efforts, son but sont restés discrets. Tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut davantage de sécurité, qu'il faut rénover les logements HLM... mais quelle est notre politique urbaine?

La mixité sociale et la réduction des écarts de développement entre les territoires

Qu'il s'agisse de la mixité sociale, ou des débats au Parlement sur le partage financier entre les communes riches et

les communes pauvres, ou encore de l'implantation de logements sociaux dans des villes qui n'en comportaient pas suffisamment, des conflits forts se sont exprimés.

La politique de la ville ne met pas tout le monde d'accord, notamment sur ses objectifs, et, dès que l'on en aperçoit un, de forts dissentiments voire des ressentiments s'expriment. La mixité sociale est un objectif qui paraît intellectuellement satisfaisant, mais, concrètement, sur le terrain, cette notion ne signifie pas grand-chose.

Qu'a-t-on fait dans la politique de la ville? On a cédé, quelquefois facilement, à une politique de dépenses qui consistait d'abord en une politique d'investissement. Ceux qui tiennent les finances publiques, avec raison sans doute, sont plus facilement enclins à donner des crédits d'investissement que des crédits de fonctionnement. L'investissement pour la ville se traduit essentiellement par des réhabilitations de HLM; un effort considérable a été réalisé, même s'il y aurait beaucoup à dire sur ses effets quelquefois pervers. Cela a financé des démolitions qui ont d'abord été emblématiques et qui ont permis de mettre fin au désastre qui se concentrait sur tel ou tel immeuble d'une cité, mais la politique d'investissement a largement ignoré les espaces extérieurs des cités et s'est concentrée sur les seuls logements sans chercher à

la fois à améliorer ces espaces et à résoudre certains problèmes fonciers comme le besoin de terrains de certaines villes.

Aujourd'hui, le réflexe démolition est peut-être un peu trop facile. On nous promet celle de 200 000 logements sur les cinq ans qui viennent. Mais a-t-on autre chose à mettre à la place, quels types de logements voulons-nous...?

Nous avons à nouveau aujourd'hui un important besoin de logements; les phénomènes de surpeuplement dans les cités se multiplient. En visitant certains de ces appartements, il est préoccupant de constater les situations des personnes qui y vivent, de voir des jeunes conjoints incapables de trouver un logement et d'être obligés de rester chez leurs parents... La politique d'investissement pose donc aujourd'hui question.

L'emploi

Depuis vingt-cinq ans, de nombreux dispositifs de droit commun (formation professionnelle, programme PARE, réductions de cotisations sociales au profit des employeurs...) ont été mis en place et utilisés dans les quartiers. Mais des discriminations fortes existent à l'encontre de ces quartiers et ces dispositifs ont moins bien marché là qu'ailleurs. Pourquoi? Parce que les personnes à qui l'on propose

des emplois ou des stages, on préfère les trouver ailleurs que dans les cités.

À côté de ces dispositifs généraux qui ont eu des succès mitigés, des dispositifs spécifiques ont également été mis en place. Ils consistaient en la création d'emplois intermédiaires, d'emplois particuliers *via* des associations ou entreprises intermédiaires, des régies de quartier, en quelque sorte des sas entre l'inactivité radicale et l'emploi idéal; enfin l'implantation d'entreprises *via* les déductions fiscales et les zones franches urbaines...

Le bilan de toutes ces mesures est sûrement méritoire, mais il n'est pas à la hauteur des enjeux puisque le chômage perdure et que la précarité s'accroît dans les cités.

L'éducation

C'est un mérite d'avoir maintenu contre vents et marées des écoles primaires et des collèges dans les cités. Il faut rendre hommage à cet égard aux enseignants. Et on ne peut que déplorer que ce système d'enseignement soit souvent le concentré des difficultés qui traversent les cités, avec la violence et les tensions que l'on connaît. Mais on peut regretter que le contenu de l'éducation n'ait pas évolué aussi sensiblement que l'on aurait pu le souhaiter. En regardant attentivement les programmes des collèges, il est préoccupant

de voir comment, pour les enfants de ces cités, le rapprochement entre leur vie et ce qui peut leur être enseigné n'a pas été facilité.

La sécurité

La sécurité a un double aspect: prévention et répression. La sécurité a évidemment toujours inquiété non seulement les habitants des cités, légitimement, car ils en sont les victimes, mais aussi les gouvernements successifs. Suivant la tendance politique et les aspirations des uns et des autres, l'accent est mis sur tel ou tel aspect. La prévention s'incarne dans de multiples sigles: CCPD (conseil communal de prévention de la délinquance), CLS (contrat local de sécurité), ADS (adjoint de sécurité). Et puis, la répression, ce sont les explications quelquefois douloureuses entre la BAC (brigade anti-criminalité) et les habitants des cités.

Les autres thématiques de la politique de la ville restent à l'initiative de ceux qui en sont les acteurs. D'autres domaines comme la culture, la santé, l'expression des habitants sont aussi indispensables que ceux énumérés ci-dessus et restent largement à l'initiative de ceux qui, soit sur le plan national ou dans les établissements publics, soit sur le plan local, dans les mairies, les préfectures ou ailleurs, prennent sur eux de lancer telle ou telle initiative. La politique de la ville a-t-elle suffisamment

défini les cadres nécessaires pour que ces thèmes prennent toute leur place?

QUELS SONT LES RÉSULTATS DE CETTE POLITIQUE?

La politique de la ville a-t-elle oui ou non réussi? On peut dire qu'elle a porté ses fruits, mais pas suffisamment.

Est-ce que nous avons répondu à l'attente de ceux qui vivent dans les cités? Est-ce que nous avons répondu à leur impatience? Assurément pas.

Lorsque l'on compare les chiffres du recensement de 1990 et ceux de 1999, les clignotants ne se sont pas mis au vert: le chômage déclaré était de 19,1 % en 1990 et il est à 25,4 % aujourd'hui; le chômage des jeunes de moins de 26 ans est passé de 28,5 % en 1990 à 38,6 % aujourd'hui. Les chiffres sont à peu près les mêmes pour le chômage des étrangers qui vivent dans les cités.

On pourrait aussi donner le chiffre des écarts de revenus qui se mesurent à travers le potentiel fiscal et qui se sont accrus pendant cette période. Les chiffres de la délinquance connaissent les mêmes tendances.

En résumé, les évolutions n'apparaissent pas très satisfaisantes.

Il y a, c'est vrai, des effets évidemment positifs dans les cités. D'abord, certaines vont mieux aujourd'hui qu'il y a vingt ans grâce à l'action persévérante des élus, des acteurs de terrain, des cadres de l'État, de la population et du mélange d'activités qui s'y est opéré. Certains quartiers s'en sortent et toute une population, celle qui a compris les enjeux de cette politique, qui a pris les problèmes à bras le corps et qui a fait que, localement, tout se passe beaucoup mieux qu'il y a vingt ans, en a émergé. Il n'y a plus d'erreur profonde d'analyse et, dans chaque ville considérée, il existe un noyau de personnes qui savent peser sur les décisions prises et les orienter de la manière la plus positive possible.

La politique de la ville a aussi des défauts: elle incarne, de façon caricaturale, les défauts des politiques publiques.

Tout d'abord, il est nécessaire d'associer et d'expliquer aux habitants des cités de quoi il est question, quelle est l'ambition de la politique de la ville trop souvent incapable de définir concrètement ses objectifs. De plus, trop de personnes sont encore étrangères, dans tous les sens du terme, à la politique de la ville, à la politique et à la ville en général! Il est difficile de mesurer l'ignorance abyssale dans laquelle se trouvent beaucoup d'habitants de ces cités. Ce fameux «ils» qui désigne

de manière indistincte tous ceux dont les décisions pèsent sur les cités, leur fait dire qu'ils payent peut-être des impôts locaux mais que tout cela va dans les poches de la Sécurité sociale, des transports, des élus, des politiques... Le loyer est aussi pour eux un élément qui va dans les poches de ceux qu'ils n'identifient pas. Nous avons donc encore de graves déficits de compréhension, d'attente et d'interrogation.

Deuxièmement, le noyau de ceux qui étaient prêts, dans chaque cité, à se lever pour aider les pouvoirs publics, pour relayer à la fois le désir des habitants et peut-être prolonger les efforts de la politique de la ville, a été déçu. Ces intermédiaires, en particulier les associations, ont souvent été déçus parce que nous n'avons pas su être simples à leur égard. Nous les avons invités à notre table, mais c'était la table des procédures et des complications. Ce n'était pas celle de la simplicité et de la fraternité. Ils se sont perdus dans la recherche de financements, de «sponsors», dans l'incompréhension de nos décisions qui rouges un jour devenaient vertes le lendemain, et nous les avons usés. Nous les avons peut-être abusés et beaucoup d'entre eux ont été découragés, ils nous le font savoir aujourd'hui. Il n'est pas évident que ces défauts, qui ont été constatés assez vite dans notre histoire urbaine, aient aujourd'hui des remèdes. Actuellement encore, certaines associations

sont dépendantes de l'effondrement financier d'un de leurs partenaires, s'échinent à en trouver un autre, attendent jusqu'au mois d'août les crédits qui leur avaient été promis pour financer leurs salariés à partir de janvier, ou n'ont toujours pas trouvé un répondant pour prendre en considération leur projet...

Nous n'avons pas su inventer des circuits courts. Sans nier que la politique de la ville soit nécessairement complexe, le problème est que cette complexité pèse sur le dos des habitants alors que les fonctionnaires devraient être là pour la porter.

Enfin, nous avons singulièrement manqué de coordination. Les acteurs de la politique de ville sont multiples et il n'existe pas une cité où il n'y ait pas eu, quelque part, une voix dissonante qui aille à l'encontre des efforts consentis par tous. Chacun effectue son travail certes, mais l'important est d'aller dans la même direction. Que d'efforts pour réimplanter des activités dans un quartier alors que le bureau de poste ferme, ou pour améliorer le réseau des transports tandis que la SNCF a décidé de fermer la station ou de supprimer deux trains par jour...

Nous sommes pris dans un engrenage terrible: d'un côté, la multiplicité des personnes publiques, l'exigence pour chacune de l'équilibre financier (cha-

cune veut son autonomie, y compris financière); de l'autre, la nécessité de régler des problèmes sociaux et de coordonner notre action.

La politique de la ville a aussi manqué quelquefois de constance et il est à craindre que l'on éprouve le besoin de changer quasiment en permanence de politique parce que chaque nouveau ministre (et Dieu sait s'il y en a eu!) juge naturellement que celle qu'il trouve est inadaptée.

Le désir d'adapter complique toujours plus et, de ce fait, les gens ont encore plus de mal à comprendre ce dont il est question.

Quelle est la véritable dimension de la question posée au départ? Celle d'un conflit social qui est à notre portée, celle de la question sociale qui nous est posée aujourd'hui et dont la solution, même si elle concerne les 4,670 millions d'habitants de toutes les ZUS, est à notre portée. Nous sommes l'un des pays les plus riches de la planète. La question qui est donc soulevée, comme pour toutes les questions so-

ciales, est celle du partage et de la solidarité. À travers cette question urbaine, ce qui est posé, c'est l'ampleur et la forme de la solidarité que nous voulons.

L'impatience manifestée par certains habitants n'est pas celle de voir leur quartier totalement réhabilité, de voir le bonheur parfait régner sur une terre, mais celle de voir s'amorcer enfin non pas cette spirale descendante dans laquelle ils se savent et ils se trouvent effectivement pris depuis maintenant plusieurs décennies, mais la spirale inverse, avec la conviction qu'elle ne s'interrompra plus. Ils ont malheureusement le sentiment encore fort aujourd'hui qu'ils sont sur la pente descendante, alors que cette inversion de tendance est fondamentalement à notre portée. Il faut être lucide sur le constat. Cette inversion de tendance est relativement facile et si nous arrivons, demain, à donner la conviction, à ceux qui ont des difficultés à avoir de l'espoir aujourd'hui, qu'ils ont des raisons d'en avoir, si nous devenons enfin crédibles, je crois que nous aurons gagné la bataille. □